



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du

31 OCT. 2024

mettant en demeure la Société SOUFFLET MALT
de respecter des prescriptions d'exploitation de ses installations Malteries Soufflet
situées 7 rue du Port du Rhin à 67100 STRASBOURG

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU le code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I ;
- VU l'arrêté ministériel du 19/11/2009, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4735 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 20 mai 2020, portant prescriptions complémentaires à la société des Malteries d'Alsace (SMA) de Strasbourg, hauteur minimale de 21 m des débouchés de la cheminée d'extraction et des sorties de soupapes de l'installation de réfrigération à l'ammoniac du site de Strasbourg ;
- VU le courrier du 19 septembre 2024 de la société SOUFFLET MALT, notifiant le changement d'exploitant des installations exploitées jusqu'alors par la Société des Malteries d'Alsace au 7 rue du Port du Rhin à Strasbourg (67100) ;
- VU le rapport du 25 septembre 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite du 17 septembre 2024, l'inspection a constaté qu'en contravention à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20/05/2020 et au point 6.1 de l'arrêté ministériel du 19/11/2009 susvisé, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'en cas de fuite d'ammoniac en salle des machines, l'ammoniac serait évacué par l'extraction canalisée de la cheminée de 21 m et non par les extracteurs d'ambiance du local situés au plafond ;

CONSIDÉRANT qu'en réponse au projet de mise en demeure, dans son courriel du 18 octobre 2024, l'exploitant indique que des actions correctives sont en cours, avec la mise en place d'un automatisme d'arrêt de l'extracteur d'ambiance du local dès le premier seuil de détection d'ammoniac, mais que cette mise en conformité n'est prévue qu'au plus tard pour le 15 décembre 2024, du fait des délais imposés par les prestataires ;

CONSIDÉRANT que les observations émises par l'exploitant ne permettent pas de conclure que la non-conformité relevée le 17 septembre 2024 n'est plus constituée ;

CONSIDÉRANT que les observations émises par l'exploitant permettent de définir un délai compatible avec la réalisation des travaux, qui peut être porté à deux mois ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du Code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} : prescriptions à respecter

La société SOUFFLET MALT, pour ses installations Malteries Soufflet situées 7 rue du Port du Rhin à 67100 STRASBOURG, est mise en demeure de respecter, dans le délai de **deux mois** à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 mai 2020 et de l'arrêté ministériel du 19/11/2009 :

« - APC du 20/05/2020 / Article 1^{er} :

L'extraction d'air de la salle des machines, ainsi que les rejets des soupapes, débouchent à une hauteur minimale de 21 mètres, mesurée depuis le niveau du sol de la cour de l'usine, à l'entrée de la salle des machines. (...)

- Arrêté Ministériel du 19/11/2009 / 6.1. Captage et épuration des rejets à l'atmosphère :

Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz ou odeurs sont munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. (...)

Les installations susceptibles de dégager des gaz ou vapeurs toxiques sont munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser les émissions, y compris les points de purge effectués au cours des opérations de branchement/débranchement des récipients, dans des endroits éloignés au maximum des habitations. (...)

Toutes dispositions sont prises pour limiter au minimum le rejet à l'air libre des gaz, gaz liquéfiés ou vapeurs toxiques. »

Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix – BP 51038 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 : exécution

- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SOUFFLET MALT, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Strasbourg.

Le préfet,